

<https://www.snetap-fsu.fr/La-FSU-ne-siegera-pas-au-conseil-commun-de-la-Fonction-publique-ce-jeudi-19.html>



La FSU ne siègera pas au conseil commun de la Fonction publique ce jeudi 19 décembre.



- Les Dossiers - Vie fédérale -
Date de mise en ligne : mercredi 18 décembre 2019

Copyright © Snetap-FSU - Tous droits réservés

La [FSU](#) a décidé de ne pas siéger au conseil commun de la Fonction Publique ce jeudi 19 décembre.

L'**absence de réponse du gouvernement** au mouvement en cours contre la réforme des retraites, le **refus du Premier Ministre de recevoir la FSU** qui fait pourtant partie des forces syndicales largement mobilisées dans le cadre de l'intersyndicale interprofessionnelle de même qu'un dialogue social dégradé depuis plusieurs mois (convocations d'instances au beau milieu du congrès de la FSU, refus de prendre en compte les demandes des organisations syndicales même quand elles sont unanimes) nous ont conduit à cette décision.

L'ordre du jour de ce conseil commun est en partie consacré à la mise en oeuvre de certaines dispositions du protocole pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes.

La FSU est engagée depuis longtemps sur ce dossier et porte cette exigence de justice sociale dans toutes les instances et dans tous les territoires. Elle a participé activement à l'élaboration et au renforcement des mesures inscrites dans l'accord Egalité professionnelle de la Fonction publique. Elle demande donc au gouvernement de prendre en compte, dès demain, les **amendements qu'elle a déposés sur les projets de textes réglementaires** qui, en l'état, ne contiennent pas de dispositifs suffisamment ambitieux pour éradiquer les inégalités existantes. Par exemple, la FSU a posé des amendements pour renforcer la contrainte financière pour les administrations qui ne respectent pas le calendrier des plans d'action.

Pour la FSU, les inégalités professionnelles, les inégalités de pensions aggravées par le projet de réforme des retraites, tout comme la lutte contre les violences sexuelles et sexistes doivent être traitées à la hauteur des enjeux que représentent ces injustices et ces fléaux. La FSU ne sera pas présente demain au conseil commun mais continue à être de tous les combats pour faire avancer concrètement l'égalité.

Paris, le 18 décembre 2019.